

**RAPPORT N° 2024/5-04
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

OBJET : MAPA – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU DE REFOULEMENT DU PR ANGO – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE CORRESPONDANT

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de par leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté, engendrent la dégradation du milieu environnant et génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération vise à renouveler la conduite de refoulement de la station de pompage dit « Ango », en charge du transport des eaux usées collectées dans les quartiers Commune Carron, Commune Ango, Deux Rives et Quartier Français vers le quartier de la Marine avant d'être acheminées vers la station d'épuration des Trois Frères.

Les travaux projetés consisteront globalement en :

- Les travaux préparatoires
- Préparation des emprises / Terrassements
 - Débroussaillage nettoyage, décapage et remise en place de terre végétale 1 935 m2
 - Démolition de chaussées et trottoir
 - Démolition de Maçonnerie / ouvrage
 - Depose de réseaux humides et secs existants
 - Sondage
 - Remise à niveau d'ouvrage existants
- Assainissement EU
 - Terrassement / remblaiement en tranchée pour pose de collecteurs 2 800 m3
 - Conduite fonte DN200 mm refoulement 1 770 ml
 - Equipements PR Ango
 - Déconnexion conduite de refoulement existante
 - Raccordement sur réseau existant
 - Essais de réception
- Réfection sur tranché 4 900 m2

Ce projet s'inscrit dans le projet politique de la CINOR visant à conduire une politique de transition écologique. Il s'agira en outre de renouveler le réseau de refoulement existant (réseau en Fonte DN200) ainsi certains équipements qui seraient nécessaires.

Pour ce faire, la CINOR a lancé en août 2024 une procédure de mise en concurrence selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 1 567 885,00 € HT, et le délai d'exécution des travaux est fixé à 8 mois y compris la période de préparation.

Avant la date limite de remise des offres, quatre (4) plis ont été réceptionnés.

Après ouverture des plis, les offres des candidats RAZEL BEC, SBTPC SOGEA REUNION, le groupement HYDROTECH / BTOI et GTOI ont été enregistrées.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-04-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financières et techniques, il est proposé d'agréer les candidatures de RAZEL BEC, SBTPC SOGEA REUNION, le groupement HYDROTECH / BTOI et de GTOI.

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (40 % pour le prix des prestations, 45 % pour la valeur technique de l'offre et 15 % pour la performance environnementale) le classement suivant des offres vous est proposé, sur la base du rapport d'analyse joint en annexe :

ENTREPRISES	MONTANT € HT	CLASSEMENT
Groupement HYDROTECH / BTOI	1 348 987,40	1
RAZEL BEC	1 449 533,69	2
GTOI	1 359 059,73	3
SBTPC SOGEA REUNION	1 581 883,00	4

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de retenir l'offre du groupement HYDROTECH (1^{er} co-traitant et mandataire) / BTOI (2^{ème} co-traitant) pour un montant de 1 348 987,40 € HT, réparti comme suit :

ENTREPRISES CO-TRAITANTES	MONTANT € HT
HYDROTECH	1 118 987,40
BTOI	230 000,00

Les dépenses relatives à ce marché seront imputées sur le Budget Annexe – section investissement, chapitre 23.

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de travaux de renouvellement du réseau de refoulement du PR Ango ;
- Approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse joint au présent rapport et attribuer le marché à l'entreprise suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
Groupement HYDROTECH / BTOI	1 348 987,40

- Autoriser Le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise attributaire sous réserve que cette entreprise attributaire remette les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis.
- Autoriser Le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-04-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**DECISION N°2024/5-04
du bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET : MAPA – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU DE REFOULEMENT DU PR ANGO – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ CORRESPONDANT

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-04-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Travaux de renouvellement du réseau de refoulement du PR Ango sur la commune de Sainte-Suzanne ».

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu du rapport d'analyse joint au présent rapport et attribue le marché à l'entreprise suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
Groupement HYDROTECH / BTOI	1 348 987,40

ARTICLE 3

D'autoriser Le Président à signer le marché de travaux avec l'entreprise attributaire sous réserve que cette entreprise attributaire remette les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis.

ARTICLE 4

D'autoriser Le Président, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces fiscales et sociales.

Nombre de votants : 10
Suffrages exprimés : 10
Vote pour : 10
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

